



RAPPORT

Union européenne — Union africaine (UA) Recherche & Réunion ministérielle sur l'innovation

16 juillet 2020

Accent particulier sur le COVID-19

SYNTHÈSE

La toute première réunion des ministres de la recherche et de l'innovation de l'UE et de l'Union Africaine a eu lieu le 16 juillet 2020, dans le cadre du dialogue politique à haut niveau entre l'UE et l'UA sur la science, la technologie et l'innovation. Mariya Gabriel, Commissaire européenne chargée de l'innovation, de la recherche, de l'éducation, de la culture et de la jeunesse, et la Commissaire de l'Union Africaine, Mme Sarah Anyang, des Ressources humaines, la Science et la Technologie, ont ouvert la réunion, qui s'est concentrée sur les effets sur la santé publique et les effets socio-économiques de la crise COVID-19 et ont discuté des interventions de R&I à court, moyen et long terme afin d'atténuer les conséquences de la crise et de la reprise économique. La réunion a été très marquée par la présence de 21 ministres de l'UA et de 10 ministres (adjoints) de l'UE, ainsi que par des délégations de 53 États membres UE-UA et de deux communautés économiques régionales africaines (CEEAC et UMA).

Bien que les États membres de l'UE et de l'UA aient lancé de nombreuses activités individuelles concernant le COVID-19, tous les pays ont souligné l'importance d'une coopération plus internationale entre l'UE et l'UA en matière de R&I, principalement pour trois raisons: d'une part, accélérer la collecte et l'échange d'informations; d'autre part, lancer des activités de recherche et d'innovation ciblées; Et troisièmement, réduire le temps nécessaire à la mise sur le marché des activités de recherche et d'innovation.

Les deux Commissaires ont adopté une vision et des objectifs communs, dans le droit fil de l'Agenda 2063 pour l'Afrique et de la stratégie globale de l'UE à l'égard de l'Afrique. Tous deux ont apprécié les messages forts et clairs des délégations présentes, qui devraient être portés à l'attention du sommet UE-UA d'octobre 2020 grâce à un rapport fort.

SESSION D'OUVERTURE

Dans ses observations liminaires, la Commissaire de l'Union Africaine, Professeur Sarah Anyang Agbor, a souligné la nécessité de déployer des efforts collectifs pour apporter une réponse à la pandémie du coronavirus. Elle a fait observer qu'il est nécessaire de fournir un ensemble d'interventions dans différents domaines, tels que la numérisation de l'éducation et le développement des compétences, étant donné qu'elle considère que la science et l'accès à la science sont un droit de l'homme. Elle évoque un certain nombre de mesures prises depuis le COVID-19, notamment en soutenant le Conseil africain pour la science, la recherche et l'innovation (ASRIC), chargé de réaliser des études sur l'impact du COVID-19 et d'autres maladies infectieuses qui alimenteront une réponse centrée sur l'Afrique. D'autres mesures prises concernent la numérisation de l'éducation, la participation de la Banque Africaine de Développement (BAD), les communautés économiques régionales et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), et la création de partenariats mondiaux.

La Commissaire Sarah Anyang Agbor, a estimé que l'Afrique « doit devenir verte » et a expliqué qu'une reprise économique se fonde sur les principes de l'économie circulaire et de la transition verte, étant donné que la reprise économique des activités d'origine fossile, comme c'était la norme avant le COVID-19, ne serait plus une option. Elle a également recommandé de libérer le potentiel des plantes médicinales locales et des connaissances traditionnelles afin de fournir une combinaison de réponses pour faire face aux pandémies, et en particulier la lutte contre l'actuel COVID-19.

Dans ses observations liminaires, la Commissaire européenne, Mme Gabriel, a mis l'accent sur cette première réunion ministérielle en tant que moment historique, parce que la crise COVID-19 a placé la recherche et l'innovation au sommet de l'agenda politique, et a démontré la nécessité d'une coopération internationale plus forte dans le domaine de la R&I. Par conséquent, elle a conclu que la R&I ministérielle devrait devenir un événement régulier.

Plus précisément, la Commissaire Gabriel a souligné que la « réaction globale de l'UE au COVID-19 », adoptée en avril, mettait l'accent, d'une part, sur la nécessité de mettre au point des vaccins, des traitements et des diagnostics, tout en garantissant l'égalité d'accès à ces évolutions; d'autre part, la nécessité de partager les données et les résultats grâce à une politique d'accès ouvert au niveau mondial. Elle fit spécifiquement référence au lancement réussi de la plateforme de données COVID-19, qui est également accessible aux institutions et aux partenaires africains, ainsi qu'au réseau africain Connect, qui relie la R&I et l'éducation par l'intermédiaire des infrastructures et des technologies numériques. Dans un souci d'éviter la fragmentation, le Commissaire Gabriel a demandé à tous les participants d'identifier les synergies et les complémentarités entre les instruments existants, plutôt que de créer de nouveaux instruments.

Le Dr John Nkengason, directeur général des centres africains de prévention et de contrôle des maladies, a rappelé que 644.000 Africains avaient déjà été infectés par le COVID-19, tandis que la maladie avait déjà fait 14.000 morts. Il explique la situation difficile, due en partie au manque de ressources humaines et financières, d'expertise, et a salué le rôle de modèle du partenariat des pays européens et des pays en développement sur les essais cliniques, dont tous les pays africains devraient tirer parti. Il souligne tout particulièrement le rôle de la science, de la technologie et de l'innovation pour fournir des solutions pertinentes dans les quatre domaines clés que sont le diagnostic, les vaccins, les traitements et le traçage des contacts.

DISCUSSION STRATÉGIQUE

Des orateurs de haut niveau ont lancé les discussions politiques. L'objectif de cette partie de la réunion était de discuter avec les ministres des activités de R&D de l'Union africaine et de l'Union européenne à court, moyen et long termes concernant les incidences sur la santé humaine et les effets socio-économiques plus importants du COVID-19. Les effets, regroupés en quatre groupes, par la réunion des hauts fonctionnaires du groupe de haut niveau du 18 juin 2020, étaient les suivants:

1. Santé publique
2. Transition verte
3. Innovation & technologies
4. Capacités scientifiques

Les discussions politiques ont été lancées chacune par un ministre de l'Union européenne ou de l'Union africaine chargé de la recherche et de l'innovation, ou un substitut de haut niveau, à la suite d'un exposé introductif, puis jusqu'à huit ministres de l'UE et de l'UA, en réponse aux questions soulevées dans les notes de synthèse pour chaque session, qui ont été approuvées avant la réunion ministérielle, y compris les questions de fond pertinentes pour structurer la discussion.

SANTÉ PUBLIQUE

Pour le groupe de santé publique, le Ministre Eliode Tumweigye de l'Ouganda et président actuel du Comité technique spécialisé de l'éducation, de la science et de la technologie de l'Union Africaine a ouvert la séance en soulignant que l'Ouganda met l'accent sur le soutien à la recherche et au développement de vaccins et de médicaments pour les maladies transmissibles et non transmissibles, conformément à l'objectif de développement durable 3b des Nations Unies. Il a rappelé l'opportunité de coopérer sur tous les continents et considère que le

dialogue politique à haut niveau et ses partenariats constituent des instruments importants à cet effet. Il souligne également la nécessité de mieux traduire la R&I en résultats tangibles au bénéfice des sociétés et de l'économie, et du fait que, dans son pays, la demande de tous les produits nécessaires contre le COVID-19 dépasse de loin les ressources disponibles.

La note d'information relative à ce groupe de travail dans le domaine de la santé publique décrit les deux questions les plus importantes pour la discussion:

1. L'appel d'urgence d'expression d'intérêt lancé le 3 avril par le Partenariat des pays européens et en développement sur les essais cliniques (EDCTP) pour soutenir des activités de recherche COVID-19, avec un budget total de 10 millions d'euros (2.25 millions d'euros provenant de H2020 et 7.75 millions d'euros provenant des États participants européens), a reçu 153 candidatures, dont 63 propositions (31.5 millions d'euros) ont été jugées très bonnes. Sur ces 63 propositions, seules 20 pourraient être financées avec les ressources actuellement disponibles.
2. En outre, de nombreux projets EDCTP en cours ont été gravement affectés par le COVID-19, par exemple par l'interruption des études cliniques en cours dues au confinement; ou l'exposition à des fluctuations de taux de change graves. Par conséquent, le budget actuel disponible pour certains projets EDCTP est insuffisant pour les finaliser comme prévu, avec de graves implications éthiques et médicales pour les patients inscrits.

Par conséquent, la question directrice a été formulée en conséquence: *«Comment aller de l'avant, compte tenu des besoins actuels de financement du programme EDCTP2 pour lutter contre COVID-19?»*

Les ministres (ou leurs représentants) de Hongrie, d'Égypte, de Roumanie, du Soudan, d'Autriche et de Suède prennent la parole:

- Un grand nombre d'initiatives prises et soutenues par les communautés de recherche nationales, ce qui a permis d'identifier des traitements et des diagnostics potentiels, des instruments médicaux et d'autres.
- Parmi les enseignements tirés, il convient de citer la nécessité d'une coopération internationale (Nord-Sud et Sud-Sud) et de mieux soutenir l'EDCTP et le successeur du Partenariat mondial pour la santé (BPH). Certains ministres de l'UA ont demandé que l'adhésion à l'EDCTP soit renforcée par les pays africains qui ne sont pas représentés à l'heure actuelle, ce qui donne à l'ensemble de l'Afrique l'approche du partenariat.
- La nécessité de disposer de ressources financières supplémentaires pour l'EDCTP/les BPH, par exemple par des contributions individuelles supplémentaires de membres actuels de l'EDCTP (Autriche et Suède), ou par l'inclusion de sociétés du secteur privé, et en ayant accès à certaines des ressources financières de l'événement de nantissement mondial de Coronavirus, qui s'élève à près de 16 milliards d'euros.

TRANSITION VERTE

D'après la note d'information pour cette session, la recherche et l'innovation sont essentielles pour conduire la transition verte et, en principe, ont été promues depuis 2011 par le dialogue politique à haut niveau entre l'UE et l'UA dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation. Deux partenariats pour la recherche et l'innovation ont été adoptés lors du sommet de 2017 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable ainsi que sur le changement climatique et l'énergie durable et mettent à disposition des plateformes pour des activités communes de R & I, ce qui représente un investissement commun d'environ 450 millions d'euros.

Ces partenariats devraient bénéficier et contribuer aux efforts de récupération déployés en matière de COVID-19 et maximiser les résultats de la R&I grâce à une valorisation efficace et à un renforcement des capacités scientifiques en Afrique en fournissant un accès et une adaptation locale aux technologies. Cela permettra aux pays africains de suivre une trajectoire de croissance sobre en carbone, résiliente face au changement climatique et verte, qui évite les technologies inefficaces, telles que la production d'électricité à partir du charbon, qui déploient à la place de nouvelles sources d'énergie renouvelables et la production d'hydrogène renouvelable.

Pour cette session, M. Thomas Rachel, secrétaire d'État parlementaire auprès du ministre fédéral allemand de l'éducation et de la recherche, a annoncé que, en sa qualité de présidence actuelle du Conseil de l'UE, la transition verte est l'un des principaux domaines de concentration, ce qui pourrait permettre des initiatives à grande échelle entre l'UE et l'UA. Selon le secrétaire d'État parlementaire, l'Afrique dispose d'une abondance d'énergie solaire et éolienne, mais il faudrait trouver des solutions pour stocker l'énergie produite de manière sûre et efficace. Un exemple de nouveau projet a été fourni, visant à cartographier le potentiel de l'hydrogène vert comme solution de

stockage en Afrique, tant pour la consommation locale que pour l'exportation. Une carte interactive régionale servira de base à des projets pilotes de démonstration impliquant des partenaires industriels et scientifiques en Afrique.

La question directrice «*Comment consolider les partenariats de R&I de la FNSSA et du CCSE dans les tremms de R & I domaines de concentration et de ressources?*» a donné lieu à l'intervention des ministres ou de leurs représentants du Maroc, de la République tchèque, de la Guinée, de l'Espagne, de la Finlande et de la France.

En résumé, les principaux éléments suivants ont été abordés:

- Tous les ministres ont souligné l'importance de la coopération entre l'UE et l'UA dans le domaine de la recherche et de l'innovation et d'une transition écologique, ce qui est essentiel pour des emplois durables et la croissance verte
- La première réunion de la conférence ministérielle «R&I» a été considérée comme apportant un nouvel élan aux relations UE-UA, et certains pays ont suggéré un financement supplémentaire pour des initiatives telles que le grand projet LEAP-RE, qui a commencé à l'automne 2020 (96 partenaires).
- La transition verte offre à de nombreux pays de l'UE et d'Afrique l'occasion de satisfaire les besoins locaux et de renforcer les exportations d'énergie ou de produits agricoles et de matières premières.
- Dans le contexte de la transition verte, la France rappelle qu'il est important de s'appuyer sur l'initiative actuelle de l'UE DeSIRA (développement d'une innovation intelligente grâce à la recherche dans le domaine de l'agriculture) et d'en lancer de nouvelles, telles que l'initiative africaine de recherche pour l'excellence scientifique (ARISE).
- L'inclusion de certains éléments transversaux, tels que la numérisation, la gestion de l'eau, l'économie circulaire et la foresterie dans les deux projets de R&I, a également été prise en considération.
- La poursuite d'une transition écologique devrait se fonder sur l'adoption de stratégies nationales par tous les pays.

INNOVATION ET TECHNOLOGIE

La note d'information de cette session fait état d'une croissance énorme de l'écosystème d'innovation entrepreneuriale au sein de l'UE et de l'UA. De nouveaux acteurs élargissent leur rôle dans leurs localités; toutefois, ils sont généralement mal reliés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de chaque continent. L'élaboration de partenariats solides entre l'Afrique et l'Europe vise à mettre en place des partenariats solides entre l'Afrique et l'Europe, qui visent à amplifier l'impact de l'innovation.

La crise de la COVID-19 a mis en lumière certains éléments essentiels du secteur de l'innovation, tels que la fiabilité de l'approvisionnement en électricité, la connectivité à haut débit à un prix abordable et l'importance de l'accès aux financements publics et privés au sein des agents multiplicateurs (pôles technologiques, par exemple) et des entrepreneurs. Une grande capacité d'adaptation et de capacité à apporter des solutions novatrices aux nouveaux défis de la vie quotidienne, en particulier à la suite de la crise de la COVID-19, est avant tout notable. La connexion et le renforcement des écosystèmes d'innovation profiteront aux deux parties en permettant un accès mutuel aux nouveaux réseaux, aux ressources et aux impulsions innovantes.

Le programme pilote «Partenariat Afrique-Europe pour l'innovation» (AEIP) de la Commission européenne, lancé en septembre 2019 avec le soutien de la Commission de l'Union africaine, a ouvert la voie à une coopération renforcée dans le secteur de l'innovation. La cinquième réunion du groupe de travail sur l'innovation, qui s'est tenue à Addis Abeba en novembre 2019, a constitué le «groupe de travail sur l'innovation» (WGI) en tant que troisième partenariat du groupe de haut niveau.

Le ministre de l'enseignement supérieur, des sciences et des technologies de l'Afrique du Sud, le Dr «Blade» Nzimande, président actuel de l'Union africaine, a entamé les discussions avec quelques remarques introductives. Il suggère d'utiliser la crise COVID-19 pour placer les économies sur une trajectoire plus avancée en faveur de la croissance et du développement et propose certaines mesures spécifiques pour atteindre une trajectoire plus poussée:

- Élargir le concept d'innovation et inclure l'innovation sociale et promouvoir la participation de la société civile

- Créer en guise de réponse au COVID-19 une plateforme d'industrialisation et soutenir la production nationale en tant que ventilateurs et vaccins (lorsqu'il sera disponible)
- Renforcer la coopération entre les secteurs public et privé, y compris des subventions et l'octroi de mesures d'incitation aux entreprises et aux entrepreneurs et, l'utilisation de partenariats public-privé. L'Afrique du Sud a créé un fonds souverain national pour l'innovation afin de renforcer et de développer son écosystème national d'innovation.
- Faire face aux déséquilibres démographiques et, plus particulièrement, à soutenir les femmes dans le secteur de l'innovation;
- Soutien et encadrement des marchés publics pour l'utiliser comme vecteur d'innovation
- Appliquer les mêmes politiques d'innovation dans différents domaines d'action (tels que la coopération au développement et la R&I) et inclure certains aspects de la formation et de la mobilité des chercheurs

Enfin, il propose de renforcer la coopération Afrique-Europe par

- Continuer à partager les idées de politiques d'innovation, les expériences et identifier les contraintes de l'écosystème d'innovation
- Concevoir de nouveaux instruments de financement pour la coopération UE-Afrique dans le domaine de l'innovation
- Soutenir la mobilité internationale et la formation des étudiants et des entreprises.

La discussion sur l'innovation et la technologie a été guidée par la question suivante: «Comment faire en sorte que les écosystèmes d'innovation sortent plus forts de la crise COVID-19 et jouent un rôle essentiel dans la reprise économique?», les ministres ou leurs représentants de la Croatie, de l'Ouganda, de Malte, de la Tunisie, de Chypre et de Madagascar ont conclu sur les points suivants:

- Il convient de renforcer l'incidence globale de l'innovation en favorisant les synergies entre les initiatives existantes (par exemple, le partenariat en matière de recherche et d'innovation dans la zone méditerranéenne (PRIMA) et le partenariat UE-Afrique R&I Partenariat sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable (FNSSA) et les infrastructures de recherche et instruments financiers concernés.
- Amélioration de la coopération avec le secteur privé, afin de mieux traduire la R&I en bénéfices tangibles pour les sociétés (par exemple au moyen de partenariats public-privé, du partenariat Afrique-Europe pour l'innovation et avec la participation des communautés d'innovation de l'Institut européen de technologie)
- La nécessité de combiner la coopération internationale dans le domaine de la R & I avec des programmes de mobilité universitaire pertinents, par exemple les actions Marie Skłodowska-Curie ou Erasmus +.
- L'accès ouvert et la science ouverte ont été appelés par de nombreux pays en tant que fondement du développement économique durable et pour la création de «sociétés de la connaissance» Principaux domaines de coopération internationale identifiés comme sécurité alimentaire et nutritionnelle, santé, transition verte, économie circulaire, intelligence artificielle, données numériques et massives.

CAPACITÉS SCIENTIFIQUES

Cette dernière session du débat d'orientation comprenait quatre domaines de coopération et la gestion de la crise COVID-19:

- **La science ouverte**, y compris le plan d'action de la Commission européenne, ERAvsCORONA, et la création d'une plateforme de partage de données de recherche, sous l'égide du CLOUD européen pour la science ouverte, afin de contribuer à améliorer le partage, la réutilisation, le traitement et l'accès aux données et métadonnées de la recherche. La coopération et le partage de données avec la plateforme africaine pour la science ouverte devraient être envisagés.
- **Conseils scientifiques en matière de politiques**, visant à garantir que les décisions sont étayées par des preuves scientifiques, à la fois pour concevoir des réponses à court terme, ainsi que pour des politiques et des systèmes économiques, sociaux et de santé solides et résilients pour la réalité post-pandémie.
- **Genre dans COVID-19 R&I**, sujet pour lequel la Commission européenne a lancé la publication d'une étude de cas sur l'impact du sexe et du genre dans la pandémie de COVID-19. Comprendre les différences entre les hommes et les femmes en réponse à une maladie et son traitement pourraient bénéficier à tous les citoyens.

- L'investissement en faveur du **développement du capital humain** est un facteur essentiel pour faire face aux crises actuelles et futures et contribuer au développement de compétences pour des sociétés plus résilientes. Par conséquent, la consolidation et le renforcement des initiatives existantes au niveau africain (par exemple, l'initiative sur les compétences en Afrique (SIFA)) et l'exploitation de programmes d'infrastructures numériques, tels que AfricaConnect, pourraient garantir la continuité de l'éducation pendant les pandémies. Dans le même temps, la coordination avec d'autres initiatives existantes de l'UE, telles que le programme Erasmus+ et les actions Marie Skłodowska-Curie, renforcerait la coopération UE-Afrique.

M. Manuel Heitor, ministre portugais de la recherche et de l'enseignement supérieur et de la prochaine présidence du Conseil de l'UE, a ouvert la discussion politique, soulignant l'importance de se concentrer sur les personnes, principalement les plus vulnérables de l'UE et des pays africains, avec un accès limité ou inexistant à la protection sociale. Le ministre rappelle que la science est basée sur les trois I: Les infrastructures, les institutions et les incitations, et ont suggéré d'accélérer la numérisation au bénéfice des sociétés. Le ministre a suggéré que la coopération entre les différents domaines de la R&I permette de créer des synergies, comme, par exemple, dans le cas du Centre international de recherche de l'Atlantique, où les scientifiques de l'espace et de l'océan ont réussi à unir leurs forces.

Le débat suivant est encadré par des questions de référence pour chacun des domaines:

- Quel rôle voyez-vous pour ce qui est de **la science ouverte** pour permettre des réponses au COVID-19 et à de futures crises similaires et comment renforcer la coopération de l'UE et de l'UA en matière de science ouverte?
- La pandémie actuelle de COVID-19 a démontré le rôle crucial joué par les **conseils scientifiques** dans l'élaboration de réponses nationales et régionales aux crises. Comment faire en sorte que des ressources adéquates soient consacrées au renforcement des capacités en vue d'acquérir de nouvelles compétences et de nouvelles compétences en matière d'élaboration des politiques?
- Comment prévenir au mieux la fuite des cerveaux, des universitaires et des chercheurs impliqués dans les **programmes de développement humain de l'UE** (éducation et formation)?
- Comment pouvons-nous aborder la question de **l'égalité des sexes** dans votre R & I en réponse à la crise et quelles sont les incidences majeures sur l'égalité entre les femmes et les hommes?

Les ministres ou leurs représentants de Maurice, d'Italie, du Bénin, de Belgique, du Sénégal, des Pays-Bas, du Rwanda et de la Lituanie ont précisé ce qui suit:

- Les ministres ont plaidé en faveur d'un renforcement du soutien aux institutions et aux infrastructures de recherche en Afrique, en réponse à la fuite actuelle des universitaires africains qui se déplacent à l'étranger, et ont souligné la nécessité d'accroître l'attrait des institutions de recherche africaines et de proposer des bourses de retour, par exemple dans le cadre du programme Horizon Europe, pour les chercheurs africains travaillant dans l'UE.
- À cet effet, l'Italie a rappelé l'importance de l'initiative PRIMA et a annoncé la création d'une base de coopération entre les établissements d'enseignement supérieur européens et africains. L'accent a été mis sur les besoins de formation des jeunes en Afrique, en particulier en ce qui concerne la numérisation.
- L'importance de la plateforme de données de l'UE sur le COVID-19 a été soulignée, tandis que les ministres ont suggéré d'établir un lien entre la plateforme de l'UE et la plateforme africaine sur la science ouverte à cet égard. Tous les ministres ont estimé que la coopération internationale renforcée en matière de science ouverte et de partage des données était de la plus haute importance.
- La prospective et les preuves à l'appui de l'élaboration des politiques ont également été considérées comme des éléments importants dans le contexte de la crise COVID-19, mettant en évidence l'impact crucial de l'activité de R&I dans la présente affaire, et soulignant la nécessité d'une coopération renforcée entre l'UE et l'UA dans ce domaine.
- Une concentration plus forte sur l'innovation dans la collaboration à travers des initiatives comme le plateforme Afrique Europe de l'Innovation (AEIP), les hubs digitales UE-Afrique (pe. Call ICT 58 'Construction des partenariats internationaux entre les hubs d'innovation Européens et Africains'), et autres, promouvoir

des solutions digitales avec des liens vers le plan d'action d'Education Digital. Des initiatives récentes promouvront non seulement l'innovation mais construiront également des ponts entre l'innovation, la recherche et l'entrepreneuriat d'une façon synergétique, afin de maximaliser les bénéfices pour les économies et les citoyens en Afrique.

CLÔTURE DE LA RÉUNION

Les deux Commissaires ont adopté une vision et des objectifs communs, dans le droit fil de l'Agenda 2063 pour l'Afrique et de la stratégie globale de l'UE à l'égard de l'Afrique. Ils ont tous deux évalué les messages forts et clairs des délégations, qui devraient être précisés et portés à l'attention du sommet UE-UA de octobre 2020.

Madame Agbor, Commissaire de l'UA a souligné la nécessité de transformer l'Afrique, en s'appuyant sur un développement économique durable et en s'attaquant à la crise actuelle du COVID-19. L'activité devrait se concentrer sur les économies vertes et durables et tirer parti des progrès réalisés en matière de R&I à cet égard. La Commissaire rappelle aux délégués qu'il est de la responsabilité collective de réaliser les objectifs communs, par exemple dans le domaine de la santé et de l'éducation.

La Commissaire européenne, Mme Gabriel, a remercié tous les participants pour leurs idées concrètes et a très bon espoir que la coopération internationale en matière de R & I apportera des avantages spécifiques aux deux sociétés. Elle partage l'avis du Commissaire Agbor selon lequel le développement des compétences, l'éducation de qualité ainsi que la recherche et l'innovation constituent le fondement du développement durable. Elle a appelé à consolider les structures existantes de la coopération UE-UA sur la R & I, en mettant l'accent sur le programme «Horizon Europe» et le programme Erasmus +, et sur les synergies possibles entre une coopération renforcée entre les programmes. La Commissaire Gabriel a proposé un programme commun UE-UA pour l'innovation, qui tiendrait compte des éléments examinés aujourd'hui afin de faire passer la coopération au niveau supérieur. Enfin, elle souligne qu'en ce qui concerne la lutte contre le COVID-19, l'UE reste pleinement attachée à l'accès universel et équitable aux vaccins actuellement mis au point.

Annexe — liste des participants

ÉTATS MEMBRES DE L'UA					
	TITRE	NOM	INSTITUTION	FONCTION	PAYS
1	Prof.	Nabil AOUFFEN	Agence thématique pour la recherche dans le domaine des sciences de la santé — Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	Directeur général	Algérie
2	Prof.	Issaka YOUSSTO ABDOU KARIM	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Conseiller technique à la recherche et à l'innovation	Bénin
4	Prof.	Mahougnon KAKPO	Ministère des Affaires Techniques et de la Formation Professionnelle	Ministre	Bénin
3	Prof.	Eléonore Yayi LADEKAN	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Ministre	Bénin
6	M.	Oabona Monngakgotla	Département de la science et de la technologie	Directeur adjoint	Botswana
5	Dr.	Douglas LETRSHOLATHEBE	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE	Ministre	Botswana
7	Dr.	Idrissa Kabore	Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	Directeur général de la recherche scientifique et de l'innovation	Burkina Faso
8	Dr.	Madeleine TCHUINTE	Ministère de la recherche scientifique et de l'innovation	Ministre	Cameroun
9	Dr.	Pedro Lopes	Ministère des Finances	Secrétaire d'État à l'innovation et à la formation professionnelle	Cap-Vert
11	Dr.	Aquilino Manuel Varela	Ministère de l'éducation	Directeur du cabinet de l'enseignement supérieur, des sciences et des technologies	Cabo Verde
10	S.E.	Amadeu Joao Cruz	Ministère de l'éducation	Ministre de l'éducation	Cabo Verde
12	Dr.	GINETTE AMARA ALI MAZICKI	MINISTÈRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE	MINISTRE	République centrafricaine
13	Dr.	Fahmi Mohamed	Ministère de l'enseignement supérieur et	Conseiller principal du	Djibouti

ÉTATS MEMBRES DE L'UA					
	TITRE	NOM	INSTITUTION	FUNCTION	PAYS
			de la recherche	Ministre	
14	H.E.	Jose Mpanda	MINISTÈRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE	MINISTRE	RDC
16	Prof.	Islam Elgenidi	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	Conseiller du ministre	Égypte
15	Prof.	Khaled Abdelghaffar	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	Ministre	Égypte
17	M.	Badara A. Joof	Ministère des sciences et de la technologie	Ministre	Gambie
18	Prof.	Mamby Keita	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	GUINÉE
19	Prof.	Barry BANRO BARRY	Ministère de l'Éducation nationale et de l'Alpes	Ministre	Guinée
20	Monsieur,	Saku Dukuly	Science, technologie, EFTP et éducation spéciale, ministère de l'éducation	Ministre adjoint	Liberia
21	M.	Adel amori	Ministère de l'éducation	Vice-ministre	Libye
22	Prof.	HERINIINA RAMANANKIERANA	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de Recherche scientifique	Directeur général de la recherche scientifique	Madagascar
23	Mme	Leela Devi Dokon-Luchoomun	Ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur, des sciences et des technologies	Vice-premier ministre et ministre	Maurice
24	Monsieur,	Abdelouahidi Ezzarfi	Ministère de l'Enseignement Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Chef de division	Maroc
25	Prof.	Ahmed HAMMOUCH	Ministère de l'Enseignement Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Directeur	Maroc

ÉTATS MEMBRES DE L'UA					
	TITRE	NOM	INSTITUTION	FUNCTION	PAYS
26	Mme	Salma Karim	Agence pour le développement numérique	Chef du département du capital humain & « Innovation Department»	Maroc
27	Monsieur,	Yassine Oudirahi	Ministère de l'industrie, commerce vert & Économie numérique	Chef de la division de l'innovation	Maroc
28	Prof.	Driss OUOUCIHA	Ministère de l'Enseignement Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Ministre	Maroc
29	Dr.	Itah Kandjii-Murangi	Ministère de l'enseignement supérieur, de la technologie et de l'innovation	Ministre	Namibie
30	Dr.	Valentine Uwamarriya	Ministre de l'éducation	Ministre	Rwanda
31	Mme	Paula Ingabire	Ministère des TIC et de l'innovation	Ministre	Rwanda
32	Monsieur,	Lamine Bai	Ambassade	Ambassadeur	République arabe sahraouie
33	Monsieur,	Omar Mansour	Ministre de l'Éducation	Ministre	République arabe sahraouie
34	Prof.	Amadou Therno Gaye	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	DIRECTEUR GENERAL	Sénégal
35	Prof.	Soukeye Dia Tine	Ministère de l'enseignement supérieur	Directeur de la recherche financière	Sénégal
36	Dr.	Cheikh Oumar Anne	Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de L'innovation du Sénégal	Ministre	Sénégal
37	M.	Xavier Estico	Institut national pour la science et la technologie (NISTI)	Directeur général	Seychelles
38	Dr.	Josephus Brimah	Ministère de l'enseignement technique et de l'enseignement supérieur	Chief Technical and Higher Education Officer (responsable technique et de l'enseignement supérieur)	Sierra Leone

ÉTATS MEMBRES DE L'UA					
	TITRE	NOM	INSTITUTION	FUNCTION	PAYS
39	Mme	Tugela Matubatuba	Département de la science et de l'innovation	Directrice adjointe: De partenariats stratégiques	Afrique du Sud
40	Monsieur,	Daan Du Toit	Département de la science et de l'innovation	Directeur général adjoint: Coopération internationale et ressources	Afrique du Sud
41	Dr.	Bongoninkosi Emmanuel Nzimande	Département de la science et de l'innovation	Ministre	Afrique du Sud
42	Mme	Vinela Pillay	Département sud-africain de la science et de l'innovation	Ministre conseiller	Afrique du Sud
43	Prof.	Gyavira Wani	Ministère de l'enseignement supérieur, des sciences et de la technologie	Pour la DG Direction des STI	Soudan du Sud
44	M.	Denay Jock Chagor	Ministère de l'enseignement supérieur, Science & Technology	Ministre	Soudan du Sud
45	Prof.	Mohammed Hassan	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	Directeur adjoint de la recherche scientifique et de l'innovation	Soudan
46	Prof.	Koffi Akpadana	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche	Togo
47	Prof.	SLIM Choura	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de Recherche scientifique	Ministre	Tunisie
48	Mme	Jennifer Muwulza	Ministère des sciences, de la technologie et de l'innovation	Commissaire adjoint chargé de la politique et de la planification	Ouganda
49	Dr.	Elioda Tumweigye	Ministère des sciences, de la technologie et de l'innovation	Membre du cabinet	Ouganda
50	Professeur	Sarah Anyang Agbor	CUA/RHST	Commissaire pour les RHST	CUA
51	Dr.	Mahama Ouédraogo	CUA/RHST	Directeur des RHST	CUA
52	Monsieur,	Hambani Masheleni	CUA/RHST	AG.Chef de S & T Division	CUA
53	Dr.	Monica Idinoba	CUA/RHST	Responsable scientifique principal	CUA

ÉTATS MEMBRES DE L'UA					
	TITRE	NOM	INSTITUTION	FUNCTION	PAYS
54	Dr.	John Nkengasong	Africa CDC	Directeur	CUA
55	Dr.	Rita BISSOONUAT	CIEFFA	Coordonnateur	L'UA
56	Dr.	David Blaise Ossene	Communauté économique des États de l'Afrique centrale	Expert Education et Culture	Gabon/CEEAC
57		Andre-Edu Mba- Mokuy	Département de l'intégration sociale	Secrétaire général adjoint/CEEAC	CEEAC/Gabon
58	Monsieur,	Mohamed Ikabou Ould Mohamed	SG/UMA	Directeur du développement humain	UMA/Maroc

État membre de l'UE	Représentant	Position
AT	Barbara Weitgruber	Directeur général
BE	David Clarinval	Ministre
BG	Milena Damyanova	Directeur de la direction des sciences du ministère bulgare de l'éducation et des sciences
BG	Kalin Mutavchiev	Expert principal à la direction des sciences.
BG	EVDENIEV Evgeni	Attaché scientifique
CY	Kyriacos Kokkinos	vice-ministre de la recherche, de l'innovation et de la politique numérique
CZ	Pavel Doleček	Ministre adjoint de l'éducation
DE	Thomas Rachel	Vice-ministre/secrétaire d'État parlementaire, ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche
EL	Alici Pappa	Attachée à la recherche
ES	Professeur Rafael Rodrigo	Secrétaire général de la recherche
FI	Petteri Kauppinen	Directeur général faisant fonction de la direction générale de l'enseignement supérieur et de la politique scientifique, ministère finlandais de l'éducation et de la culture
FI	Mme Saara Vihko	Conseiller ministériel, ministère de l'éducation et de la culture
FR	Denis Despreaux	Chef de la délégation pour les affaires européennes et internationales au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et de l'innovation
HR	Prof. Blaženka Divjak	Ministre des sciences et de l'éducation de la République de Croatie

État	Représentant	Position
HU	József Bódis	Ministre adjoint chargé de l'enseignement supérieur, de l'innovation et de la formation professionnelle, ministère de l'innovation et de la technologie
IE	Eugene Lennon	Directeur de la recherche & Innovation
IT	Gaetano Manfredi	Ministre
LT	Simonas Šatūnas	Représentant permanent adjoint
LV	Uldis Berkis	Observateur, biomédecine en ligne, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE SCIENCE
MT	Clayton Bartolo	Secrétaire d'État aux services financiers et à l'économie numérique
NL	Marcel Boerboom	DG Education supérieure, enseignement professionnel, science et émancipation
PT	Manuel Heitor	Ministre des sciences, des technologies et de l'enseignement supérieur
RO	Dragos CIUPARU	Secrétaire d'État, ministère de l'éducation et de la recherche
SE	Johan Lycke	Directeur général et chef du secrétariat international, ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
SE	Per Erik Yngwe	directeur général adjoint de la division de la politique de recherche, ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
SI	Mme Natalia Al-Mansour	Chef du département Afrique et Moyen-Orient du ministère des affaires étrangères
SI	Peter Volasko	Haut responsable du ministère de l'éducation, des sciences et des sports, coordinateur national pour Horizon 2020 et Horizon Europe, membre du groupe des hauts fonctionnaires de l'Union africaine
SK	Marcel SLÁDOK	Chief State Counselor, ministère de l'éducation, des sciences, de la recherche et des sports

Représentants de la CE	Nom	Position
Commission européenne	Mariya Gabriel	Commissaire chargé de l'innovation, de la recherche, de la culture, de l'éducation et de la jeunesse
Commission européenne	Prof Peter Piot	Conseiller spécial COVID-19 à Mme Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, et directeur de la London School of Hygiene and Tropical Medicine
DG RTD	Mme Maria Cristina Russo	Directeur de la coopération internationale
DG RTD	Mme Nienke Buisman	Chef de l'unité «Coopération internationale — Asie, Afrique, Moyen-Orient & Relations extérieures»

Représentants	Nom	Position
DG RTD	Mme Fadila Boughanemi	Chef adjoint de l'unité «Coopération internationale — Asie, Afrique, Moyen-Orient & Relations extérieures»
DG RTD	M. Jens Hoegel	Chargé de mission — «Afrique»
DG RTD	M. Piero Venturi	Conseiller scientifique — délégation de l'UE auprès de la Commission de l'Union africaine
DG RTD	Mme Nina Commeau Yannoussis	Chargé de mission «Partenariat Afrique-Europe pour l'innovation»
DG RTD	M. Michael Arentoft	Chargé de mission science ouverte
DG RTD	Mme Evelyne Depoortere	Chargé de mission - Politique en matière de santé (EDCTP)
DG RTD	Mme Stefanie Sowinski	Chargé de mission - Politique en matière de santé (EDCTP)
DG RTD	M. Marc Holtkamp	Chargé de mission - Politique des relations interinstitutionnelles
DG RTD	M. Hans-Joerg Lutzeyer	Chargé de mission R&I en agriculture
DG RTD	M. Gilles Ollier	Chef de secteur - observation de la Terre
DG RTD	M. Philippe Schild	Chargé de mission R&I en énergie renouvelable
DG RTD	Mme Mina Stareva	Chef du secteur genre dans R & I
DG RTD	Mme Silvia Bojinova	Chargé de mission - Tunisie
DG AGRI	Mme Marta Iglesias	Chargé de mission Politique agricole commune
DG CNCT	M. Arnaud Senn	Politique numérique chargé de l'Afrique
DG DEVCO	M. Rui Costa	Chef de secteur R & I pour le développement
DG DEVCO	M. Cees Vis	Analyste économique — conseils politiques R & I pour le développement
DG DEVCO	M. Christophe Larose	Enquêteur chargé du développement en matière de R & I en faveur du développement
DG EAC	Mme Julie Lepretre	Chargé de mission — Actions Marie Skłodowska-Curie
DG EAC	Mme Deirdre Lennan	Chargé de mission Erasmus +
DG CCR	Mme Barbara NICOLETTI	Chargé de mission - Afrique
DG CCR	Mme Ylenia Cimmariris	Chargé de mission - Afrique
DG ENER	Mme Cecile Leemans	Chargé de mission - énergie
DG CLIMA	Mme Alessandra Sgobbi	Chargé de mission - Politique climatique — Afrique

Représentants	Nom	Position
DG ENV	M. Gaetan Duroux	Chargé de la politique environnementale en Afrique
SEAE	M. Philippe Vandamme	Chargé de l'élaboration des politiques en Afrique

Observateurs participants du partenariat des pays européens et en développement sur les essais cliniques

- Michael Makanga, directeur général
- Leonardo Simao, Haut Représentant pour l'Afrique
- Professeur Marcel Tanner, Haut représentant pour l'Europe